

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 octobre 2019

PROPOSITION DE LOI

visant à supprimer en principe la possibilité pour le CPAS de récupérer les frais exposés au titre de l'aide sociale dans le cadre de l'admission de personnes âgées en maison de repos

(déposée par Mme Ellen Samyn et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 oktober 2019

WETSVOORSTEL

tot principiële afschaffing van de terugvorderingsmogelijkheid door het OCMW van de kosten gemaakt voor maatschappelijke dienstverlening in het kader van de opname van ouderen in een rusthuis

(ingediend door Mevrouw Ellen Samyn c.s.)

RÉSUMÉ

Dans un certain nombre de cas, le CPAS est tenu de récupérer les frais de l'aide accordée auprès des débiteurs légaux d'aliments.

Les auteurs proposent de supprimer purement et simplement en principe, l'obligation faite au CPAS de récupérer les frais d'hébergement auprès des débiteurs légaux d'aliments, y compris les frais exposés dans les établissements du centre lui-même.

SAMENVATTING

Het OCMW is momenteel in een aantal gevallen verplicht om de kosten van verstrekte steun te recupereren bij wettelijke onderhoudsplichtigen.

De indieners stellen de principiële algehele afschaffing voor van de terugvorderingsverplichting van het OCMW ten laste van de wettelijke onderhoudsplichtigen met betrekking tot de kosten voor huisvesting met inbegrip van die welke gemaakt zijn in de inrichtingen van het centrum.

| | |
|-------------|---|
| N-VA | : Nieuw-Vlaamse Alliantie |
| Ecolo-Groen | : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen |
| PS | : Parti Socialiste |
| VB | : Vlaams Belang |
| MR | : Mouvement Réformateur |
| CD&V | : Christen-Democratisch en Vlaams |
| PVDA-PTB | : Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique |
| Open Vld | : Open Vlaamse liberalen en democraten |
| sp.a | : socialistische partij anders |
| cdH | : centre démocrate Humaniste |
| DéFI | : Démocrate Fédéraliste Indépendant |
| INDEP-ONAFH | : Indépendant - Onafhankelijk |

| | | | |
|--|---|--|---|
| <i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i> | | <i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i> | |
| DOC 55 0000/000 | Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi | DOC 55 0000/000 | Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer |
| QRVA | Questions et Réponses écrites | QRVA | Schriftelijke Vragen en Antwoorden |
| CRIV | Version provisoire du Compte Rendu Intégral | CRIV | Voorlopige versie van het Integraal Verslag |
| CRABV | Compte Rendu Analytique | CRABV | Beknopt Verslag |
| CRIV | Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) | CRIV | Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) |
| PLEN | Séance plénière | PLEN | Plenum |
| COM | Réunion de commission | COM | Commissievergadering |
| MOT | Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige) | MOT | Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier) |

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, les textes de la proposition DOC 54 0945/001.

Il arrive régulièrement, dans notre société, que la pension et le patrimoine propres d'une personne âgée admise en maison de repos ne suffisent pas à couvrir les frais de cet hébergement, qui s'élèvent actuellement en moyenne à 40 à 70 euros par jour¹, suppléments non compris. En pareil cas, le CPAS fait l'avance d'une partie ou de l'ensemble des frais. Cette contribution est toutefois conditionnelle et, dans les cas prévus par ou en vertu de la loi, le CPAS peut, ou plus exactement doit, récupérer ces frais auprès des débiteurs légaux d'aliments à savoir les enfants ou les petits-enfants.

De façon générale, le CPAS peut également renoncer à récupérer les frais, à condition que cette décision soit approuvée par l'administration communale. Dans la pratique, seule une minorité de CPAS adoptent une telle attitude, et ce, le plus souvent pour des motifs purement budgétaires.

Pour qu'il puisse y avoir récupération, il faut que les revenus et le patrimoine propres de la personne âgée ne lui permettent pas de s'acquitter elle-même de la facture du séjour en maison de repos, mais aussi que le débiteur d'aliments bénéficie d'un revenu imposable supérieur à 22 901,04 euros, majorés de 3 206,15 euros pour chaque personne à charge².

Nous proposons de supprimer purement et simplement, en principe, l'obligation faite au CPAS de récupérer les frais d'hébergement auprès des débiteurs légaux d'aliments, y compris les frais exposés dans les établissements du centre lui-même.

Nous n'ignorons pas que l'on peut invoquer plusieurs arguments à l'encontre d'une suppression totale de l'obligation alimentaire dans cette matière spécifique.

On objecte notamment parfois que cette suppression démotiverait les débiteurs d'aliments qui, à l'heure actuelle, font spontanément preuve de solidarité avec les membres de leur famille, dispensant ainsi le CPAS d'intervenir. Il n'est pas exclu, en effet, selon certains, que ces débiteurs ne soient plus disposés à supporter

¹ Site web asbl Home-Info. Informations et avis sur les maisons de repos. Site consulté en août 2019.

² Montants au 1^{er} août 2019 (chiffres OKRA).

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, in aangepaste vorm, de tekst over van voorstel DOC 54 0945/001.

In onze samenleving doet het zich regelmatig voor dat een bejaarde in een rusthuis wordt opgenomen en niet in staat is om de kosten voor deze opname te vergoeden uit eigen pensioen en vermogen omdat de kosten voor rusthuizen heden gemiddeld schommelen tussen 40 euro en 70 euro per dag¹ (zonder supplementen). In dergelijke gevallen zal het OCMW een deel of het geheel van de kosten voor haar rekening nemen bij wijze van voorschot. Deze bijdrage in de kosten is evenwel voorwaardelijk en het OCMW kan, meer nog, moet de kosten in de bij en krachtens de wet bepaalde gevallen verhalen op de wettelijke onderhoudsplichtigen, vaak kinderen of kleinkinderen.

Een OCMW kan ook in het algemeen afzien van terugvordering van de kosten, mits goedkeuring door het gemeentebestuur. Maar het blijft een minderheid die deze beslissing neemt, vaak om louter budgettaire redenen.

De voorwaarde voor de terugvordering is dat de bejaarde de rusthuisfactuur zelf niet kan betalen uit eigen inkomsten en vermogen, maar eveneens dat de onderhoudsplichtige een belastbaar inkomen heeft dat hoger is dan 22 901,04 euro, verhoogd met 3 206,15 euro voor elke persoon ten laste².

Wij stellen de principiële algehele afschaffing voor van de terugvorderingverplichting van het OCMW ten laste van de wettelijke onderhoudsplichtigen met betrekking tot de kosten voor huisvesting met inbegrip van die welke gemaakt zijn in de inrichtingen van het centrum.

Wij zijn er ons terdege van bewust dat er enkele argumenten contra de volledige afschaffing van de onderhoudsplicht in deze bijzondere materie denkbaar zijn.

Zo wordt er wel eens opgeworpen dat de onderhoudsplichtigen die heden spontaan solidair zijn met familieleden, zonder OCMW-steun dus, zullen gedemotiveerd geraken. Het is immers niet louter denkbeeldig, volgens sommigen, dat zij niet langer bereid zullen worden gevonden om vrijwillig de kosten voor de opvang van een

¹ Webstek Home-Info vzw. Informatie en advies over rusthuizen. Raadpleging in augustus 2019.

² Bedragen 1 augustus 2019 (cijfers OKRA).

volontairement les frais d'hébergement d'une personne âgée de leur famille résidant en maison de repos si l'obligation de récupération imposée au CPAS cessait d'être applicable. Nous sommes d'avis que cet argument est un peu forcé ou, à tout le moins que l'on en surestime la portée. Quelqu'un qui, dans le régime actuel, se montre spontanément disposé à aider une personne âgée à faire face à certains frais par solidarité familiale, ne sera pas par définition enclin à remettre en question son geste de générosité sociale en raison du fait que cette obligation alimentaire particulière n'existerait plus. Cette solidarité familiale spontanée est en effet souvent une attitude qui prévaut comme telle, indépendamment des possibilités que le législateur a prévues dans les régimes de sécurité sociale.

Lorsqu'on sait en effet que, dans le cadre de la sécurité sociale, le régime actuel des pensions repose en grande partie sur un système de répartition et non sur un système de capitalisation, et que par ailleurs les débiteurs d'aliments paient souvent eux-mêmes des cotisations sociales considérables sur le travail qu'ils exercent, lesquelles sont à leur tour immédiatement utilisées pour payer les pensions des retraités d'aujourd'hui, et notamment celles de leurs parents ou beaux-parents, on peut se demander à juste titre si, à l'heure actuelle, les débiteurs ne sont pas contraints de payer doublement: une première fois au travers des cotisations de sécurité sociale et une seconde fois au travers du recouvrement des avances consenties par le CPAS sur la facture du séjour en maison de repos.

Nous estimons, tout comme notre parti, que les charges sociales qui pèsent sur le travail sont, depuis de nombreuses années, trop élevées dans notre pays et qu'il est injuste que des gens qui ont payé toute leur vie des cotisations astronomiques aux pouvoirs publics soient contraints, par ces mêmes pouvoirs publics, en raison de l'obligation de recouvrement qui incombe aux CPAS en vertu de la législation actuelle, de suppléer aux frais de séjour en maison de repos de créanciers âgés d'aliments, alors que les pensions de bon nombre de personnes âgées sont souvent déraisonnablement modiques.

Car c'est précisément là que le bât blesse. Des études montrent que la pension moyenne d'une personne âgée représente environ 1 200 euros pour un homme et 900 euros pour une femme³ + 130 euros pour l'assurance-dépendance + un montant variable pour l'aide aux personnes âgées, alors que la facture de séjour en maison de repos s'élève à un montant oscillant autour des 2 000 euros par mois.⁴

³ www.lap.be; site consulté le 15 août 2019.

⁴ Sources: Tom Vandoorne dans *De Morgen*, 22 janvier 2014; service d'étude de l'OKRA.

bejaard familielid in een rusthuis te dragen wanneer de terugvorderingplicht van het OCMW vervalt. Dit argument lijkt volgens ons enigszins ver gezocht of minstens in omvang te worden overschat. Immers, wie onder het huidige stelsel spontaan bereid is bejaarden bij te staan in bepaalde kosten om redenen van familiale solidariteit, is niet per definitie geneigd zijn sociaal vrijmoedig gedrag op de helling te zetten omwille van het verdwijnen van deze bijzondere onderhoudsplicht. Deze spontane familiale solidariteit is immers vaak een "houding" die los staat van de mogelijkheden waarin de wetgever via stelsels van sociale bijstand heeft voorzien.

Immers, wanneer we weten dat het huidige pensioenstelsel in de sociale zekerheid grotendeels gebaseerd is op een systeem van repartitie en niet van kapitalisatie en dat de onderhoudsplichtigen vaak zelf heel wat sociale bijdragen betalen op de door hen gepresteerde arbeid, bijdragen die op hun beurt onmiddellijk worden aangewend voor de gepensioneerden van vandaag, onrechtstreeks hun eigen ouders of schoonouders, dan kan men zich terecht de vraag stellen of de onderhoudsplichtigen heden niet verplicht worden tot tweemaal toe te betalen. De eerste maal via de gewone sociale zekerheidsbijdragen en de tweede maal door de terugvordering van de door het OCMW toegekende voorschotten op de rusthuisfactuur.

Wij en onze partij met ons, zijn van oordeel dat de sociale lasten op de arbeid al vele jaren lang veel te hoog zijn in ons land en dat het als onbillijk voorkomt dat mensen die heel hun leven torenhoge bijdragen hebben betaald aan de overheid, door diezelfde overheid, middels de invorderingsplicht van de OCMW's in de huidige wetgeving, worden gedwongen bij te passen voor de kosten van rusthuisopname van bejaarde onderhoudsgerechtigden, nu de pensioenen van menige bejaarde vaak onrealistisch laag zijn.

Precies hier stelt zich het grootste probleem. Studies wijzen uit dat het gemiddelde pensioen van een bejaarde schommelt rond de 1 200 euro voor een man en 900 euro voor een vrouw³ + 130 euro zorgverzekering + variabel bedrag hulp aan bejaarden, alwaar de rusthuisfactuur maandelijks schommelt rond 2 000 euro.⁴

³ www.DVV.be; geraadpleegd op 15/08/2019.

⁴ Bronnen: Tom Vandoorne in *De Morgen*, 22 januari 2014; studiedienst OKRA.

Nous estimons dès lors qu'il convient de chercher une solution structurelle au problème social posé par les coûteuses factures des maisons de repos et que la suppression de principe de l'obligation alimentaire dans ce dossier particulier est de nature à nous amener à réfléchir à un financement différent, meilleur ou plus élevé des pensions, à une réduction du prix moyen de la journée en maison de repos et au rôle que les pouvoirs locaux jouent en la matière, par le biais du CPAS.

La suppression de l'obligation alimentaire aura pour effet de mettre en lumière la question de la modicité des pensions et du coût élevé de la journée en maison de repos.

Nous constatons ensuite que, dans l'état actuel de la législation, le CPAS ne peut procéder au recouvrement auprès des débiteurs légaux d'aliments que pour autant que leur revenu net imposable dépasse un montant déterminé. Selon les auteurs, cette exonération n'est équitable qu'en apparence.

En apparence parce que les plus déçus par cette exonération *a priori* sont ceux qui tombent tout juste en dehors de son champ d'application. Pour dire les choses simplement, un tel système signifie que quelqu'un dont le revenu net imposable dépasse de 1 euro le montant exonéré est peut-être "plus riche" de 1 euro que les débiteurs d'aliments "exonérés", mais que sa situation sociale et financière n'est pas pour autant foncièrement meilleure. Une mesure d'exonération de type barémique est toujours artificielle et tout juste bonne pour l'un, mais tout juste mauvaise pour l'autre.

Il y a, par ailleurs, encore un certain nombre d'autres arguments à faire valoir à l'encontre des possibilités de récupération du CPAS.

Tout d'abord, la récupération coûte très cher aux CPAS eux-mêmes. Nous nous demandons dans quelle mesure un pouvoir local qui se respecte peut trouver justifié de dépenser pour la récupération des avances versées par le CPAS plus d'argent que le montant auquel celles-ci s'élèvent. Une telle politique est manifestement inefficace.

Ensuite, cette matière qui relève du CPAS est spécifiquement locale, ce qui soulève ici aussi la question de l'équité. C'est la politique suivie par le pouvoir local qui déterminera dans quelle mesure les avances seront récupérées. Il se peut donc que telle commune soit plus "sévère" que telle autre.

Enfin, il y a bien sûr aussi la question de l'inégalité entre les débiteurs d'aliments. Les CPAS procèdent au recouvrement en fonction, d'une part, du nombre de

Wij menen dan ook dat er structureel naar een oplossing voor het sociale probleem van de onbetaalbare rusthuisfacturen moet worden gezocht en dat de principiële afschaffing van de onderhoudsplicht in dit bijzonder dossier een instrument, een hefboom is, om na te denken over een andere, betere of grotere financiering van de pensioenen, het drukken van de gemiddelde dagprijzen van de rusthuizen en de rol van de lokale overheid, middels het OCMW in deze materie.

De afschaffing van de onderhoudsplicht brengt immers de problematiek ten gronde aan de orde, namelijk deze van de te lage pensioenen en de te hoge dagprijzen van rusthuizen.

Vervolgens stellen wij vast dat in de huidige stand van de wetgeving een vrijgesteld bedrag als netto belastbaar inkomen moet voorkomen dat het OCMW kan terugvorderen van de wettelijke onderhoudsplichtigen. Deze vrijstelling lijkt ons ogenschijnlijk rechtvaardig.

Ogenschijnlijk, omdat door een dergelijke *a priori* vastgestelde vrijstelling de personen die er net "buiten" –vallen het zwaarst worden ontgoocheld. Eenvoudig gesteld betekent een dergelijke regeling immers, dat wie 1 euro meer als netto belastbaar inkomen heeft dan het vrijgestelde bedrag, wel 1 euro "rijker" is dan de wél "vrijgestelde" onderhoudsplichtigen, maar, daarom is zijn sociale en financiële situatie wezenlijk niet beter. De barema – vrijstellingsmaatregel is immers altijd kunstmatig en nét goed voor de een, doch nét niet goed genoeg voor de ander.

Er rest dan nog de volgende argumenten in te brengen tegen de terugvorderingmogelijkheden van het OCMW.

Allereerst de hoge terugvorderingkost voor de OCMW's zelf. Het is ons niet duidelijk in welke mate een zichzelf respecterende lokale overheid het verantwoord vindt meer geld uit te geven aan de recuperatie van de door het OCMW betaalde voorschotten, dan de waarde van de voorschotten zelf. Dergelijke politiek is manifest inefficiënt.

Vervolgens is deze OCMW-materie een uitgerekend lokale aangelegenheid en stelt zich ook hier het probleem van de billijkheid. Het beleid van een lokale overheid zal bepalen in welke mate voorschotten zullen worden teruggevorderd. De ene gemeente treedt aldus mogelijks "strenger" op dan de andere.

Ten slotte is er natuurlijk nog het probleem van de ongelijkheid tussen onderhoudsplichtigen onderling. In functie van het aantal onderhoudsplichtigen enerzijds

débiteurs d'aliments et, d'autre part, de leurs revenus nets imposables respectifs. Cet élément peut être à l'origine de sérieuses querelles familiales qui, à leur tour, compromettent la solidarité au sein de la famille.

Eu égard à toutes ces raisons, nous préconisons la suppression de principe de l'obligation alimentaire en ce qu'elle concerne le remboursement, visé à l'article 97, alinéa 1^{er}, 4^o, des avances versées par le CPAS. Pour cette partie de leur obligation alimentaire, les débiteurs d'aliments seront ainsi définitivement à l'abri de mesures politiques locales choquantes, inéquitables et nuisibles aux bons rapports familiaux.

en hun onderscheiden netto belastbare inkomens anderzijds, wordt door de OCMW's teruggevorderd. Dit laatste kan tot heuse familiale twisten aanleiding geven, twisten die op hun beurt de familiale solidariteit in het gedrang brengen.

Om al deze redenen vragen wij de principiële afschaffing van de onderhoudsplicht in zover zij betrekking heeft op het terugbetalen van de door het OCMW voorgesloten bedragen als bedoeld in artikel 97, eerste lid, 4^o. De onderhoudsplichtigen zijn wat dit deel van hun onderhoudsplicht betreft dan definitief bevrijd van aanstootgevende, onbillijke en voor de familiebanden schadelijke lokale beleidsmaatregelen.

Ellen SAMYN (VB)
Dominiek SNEPPE (VB)
Nathalie DEWULF (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Hans VERREYDT (VB)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 98, § 2, premier tiret, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, est complété comme suit:

“, à l'exception des frais visés à l'article 97, alinéa 1^{er}, 4^o, sauf dans les cas où la personne âgée s'est volontairement rendue insolvable au profit des débiteurs d'aliments dans le but de pouvoir bénéficier de la prise en charge par le centre public d'action sociale des frais visés à l'article 97, alinéa 1^{er}, 4^o.”.

Art. 3

L'article 100*bis*, § 1^{er}, de la même loi est complété comme suit:

“d) les cas dans lesquels les centres publics d'action sociale peuvent décider, en vertu de l'article 98, § 2, de récupérer à charge des débiteurs d'aliments les frais visés à l'article 97, alinéa 1^{er}, 4^o, s'il devait s'avérer que la personne âgée s'est volontairement rendue insolvable au profit des débiteurs d'aliments dans le but de pouvoir bénéficier de la prise en charge par le centre public d'action sociale des frais visés à l'article 97, alinéa 1^{er}, 4^o.”.

Art. 4

Le Roi prend, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 98, § 2, eerste streepje, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt aangevuld als volgt:

“met uitzondering van de kosten bepaald bij artikel 97, eerste lid, 4^o, behoudens in die gevallen waarin de bejaarde zich bewust heeft onvermogen gemaakt ten bate van de onderhoudsplichtigen met het oogmerk om te kunnen genieten van de door openbare centra voor maatschappelijk welzijn betaalde kosten bedoeld in artikel 97, eerste lid, 4^o.”.

Art. 3

Artikel 100*bis*, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt:

“d) de gevallen waarin de openbare centra voor maatschappelijk welzijn mogen oordelen om op grond van artikel 98, § 2, de kosten bedoeld in artikel 97, eerste lid, 4^o, te verhalen op de onderhoudsplichtigen indien mocht blijken dat de bejaarde zich bewust heeft onvermogen gemaakt ten bate van de onderhoudsplichtigen met het oogmerk om te kunnen genieten van de door openbare centra voor maatschappelijk welzijn betaalde kosten bedoeld in artikel 97, eerste lid, 4^o.”.

Art. 4

De Koning neemt, in een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nodige maatregelen ter uitvoering van deze wet.

Art. 5

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

29 août 2019

Art. 5

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

29 augustus 2019

Ellen SAMYN (VB)
Dominiek SNEPPE (VB)
Nathalie DEWULF (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Hans VERREYDT (VB)